



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR202469**

**Objet : ARRETE PORTANT INTERDICTION DE VENTE DE BOISSONS A EMPORTER DANS DES CONTENANTS EN VERRE, A L'OCCASION DE LA FETE D'HIVER**

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,  
Vu le Code de justice administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,  
Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 3321-1, L 3334-2, L 3335-1, L3342-1, L3342-4 et L 3353-3,  
Vu l'arrêté préfectoral N° 2017-216-002 du 01 août 2017 portant règlement général de police des débits de boissons dans le département du Gard,  
Considérant qu'il importe pour des motifs d'ordre et de sécurité publics, de prévenir les risques pouvant découler de la vente de boissons dans des contenants en verre,  
Considérant que les contenants en verre peuvent être utilisés, lors de rixes, comme armes et provoquer des blessures graves,  
Considérant la fête d'hiver qui a lieu du vendredi 23 février 2024 au dimanche 25 février 2024,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

La vente de boissons à emporter dans des contenants en verre est interdite du vendredi 23 février 2024 à 08 heures 00 au lundi 26 février 2024 à 01 heure 00 dans le périmètre ci-après :

- L'ensemble du secteur intra-muros
- L'ensemble du parking P1 (lieu de la fête foraine)
- L'ensemble de l'esplanade Sud.

**ARTICLE 2 :**

Cette interdiction ne s'applique pas aux restaurants pratiquant le service à table.

**ARTICLE 3 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées par tout officier ou agent de police judiciaire ou tout agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 4 :**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

#### **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

#### **ARTICLE 6 :**

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 20 février 2024

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation  
Le Directeur Général des Services,  
Christophe BARONI

